



de la Mayenne

CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents



Société

La qualité de vie des moins de 18 ans en France métropolitaine Une soixantaine d'indicateurs – huit groupes de territoires

Dans *Études & Résultats* n° 1115 de mai 2019, Jacques Bellidenty et Pauline Virot (Drees) présentent une étude sur la qualité de vie des enfants de moins de 18 ans vivant en France métropolitaine ⁽¹⁾.

La réalisation d'une cartographie a permis de répartir les 3 200 communautés de communes ou d'agglomération en huit groupes de territoires à partir d'une soixantaine d'indicateurs regroupés en sept thèmes : modes d'accueil des jeunes enfants, santé (accès et recours aux soins), accès à l'éducation et résultats scolaires, conditions socio-économiques, conditions de logement, pratiques sportives et démographie.

Les huit groupes de territoires, qui regroupent 14 millions d'enfants, sont définis, décrits puis comparés les uns aux autres. Parmi ces huit profils homogènes mais distincts, les tendances qui se dessinent font apparaître deux grands sous-ensembles et deux groupes de territoires plus singuliers. Toutefois, « ces différentes dimensions ne se combinent pas de façon univoque, certains groupes présentant des caractéristiques socio-économiques favorables associées à une faible accessibilité aux équipements, tandis que pour d'autres c'est l'inverse ».

Les groupes 1, 2 et 3 correspondent aux familles les plus aisées ; les groupes 4, 5 et 6 renvoient aux territoires où vivent les familles les plus défavorisées. Ainsi, « 5,2 millions d'enfants vivent dans trois groupes de territoires (groupes 1, 2 et 3) aux conditions économiques favorables (périphérie des métropoles régionales, Ouest, bassin lyonnais, etc.). Ceux-ci se distinguent entre eux par l'accessibilité aux services et équipements scolaires et de santé ». Les auteurs constatent une opposition socio-économique entre ces trois profils et les groupes de territoires 4, 5 et 6 (5,6 millions d'enfants) qui comprennent la majorité de l'Île de France, certaines grandes villes mais aussi les territoires ruraux du nord de la France et de la diagonale allant du nord-est au sud-ouest. Selon les auteurs, « ces derniers cumulent souvent des proportions plus élevées de familles sous le seuil de bas revenus, de familles monoparentales, de familles nombreuses, vivant en HLM, et de logements sur-occupés ».

Quant au groupe 7, il représente « les grandes villes où le niveau de vie médian est élevé mais avec des disparités socio-économiques importantes » (Nantes, Rennes, Dijon, bassin méditerranéen...). Ce profil territorial accueille 3,1 millions d'enfants et présente des « inégalités marquées ». Enfin, le groupe 8 (communes de montagnes situées aux frontières italiennes et espagnoles et en Corse) reflète les « territoires avec des caractéristiques socio-économiques proches de la moyenne, mais qui se distinguent sur d'autres aspects ». Il concerne 90 000 enfants et l'accès aux équipements y est faible.

Des caractéristiques économiques et sociales contrastées

« Au sein de ces quatre sous-ensembles, un second facteur de différenciation des espaces concerne l'accessibilité aux services et équipements (établissements d'accueil du jeune enfant, communément appelés crèches, assistantes maternelles, gardes à domicile et préscolarisation, collèges et lycées, cantines scolaires, pédiatres et généralistes) à destination des enfants. » Les auteurs soulignent qu'il existe un agencement spécifique à chaque profil. Ainsi, le groupe 1 bénéficie d'un large accès aux équipements et accueille des familles plutôt favorisées (avec le niveau de vie le plus élevé, soit 1 890 euros par mois en moyenne). En outre, « c'est dans ce groupe que les enfants recourent le plus aux soins (dentistes, ophtalmologistes, psychiatres, médecins généralistes) ». Il n'en est pas de même pour les territoires ruraux du groupe 5 qui sont « éloignés des



(1) – « Cartographie de la qualité de vie des enfants en France : huit profils de territoires » (7 pages). *Études & Résultats* est une publication de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.Contributeurs pour ce numéro :
Virginie Amirbaccasse,
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.

Jalmalv 53 à l'écoute

« La crise sanitaire et le confinement, souligne Jalmalv 53⁽¹⁾, ont provoqué beaucoup de situations anxieuses ou douloureuses, pour les personnes hospitalisées, gravement malades ou en Ehpad, mais aussi pour leurs proches : sentiment d'isolement démultiplié, impossibilité de communiquer, de parler, de toucher, des adieux et sépultures écourtés, un deuil difficile à aborder »...

Dans ce contexte, Jalmalv 53 rappelle que ses bénévoles d'accompagnement sont « là pour écouter, accompagner et aider à traverser cette période déstabilisante ».

Chacun peut ainsi appeler au :



07 68 11 00 90

pour une écoute en établissement (dès que ce sera possible), ou à domicile ou par téléphone.

www.ceas53.org

« **Une épidémie révèle la nature humaine...** » (10/05/2020) – rubrique « Publications », « CÉASsement votre ! »

De cette crise sanitaire du coronavirus, on retiendra l'esprit de solidarité, le dévouement, le professionnalisme de la majorité des occupants humains de la planète. Qui voudrait laisser à la postérité, par exemple, ces images de rayons de pâte dévalisées dans les magasins alimentaires ; ou encore cette fuite d'urbains vers leur résidence secondaire au bord de la mer ?

[Lire la suite](#)

« **Visiter autrement l'île de La Réunion. Ne lâche pas ma main, de Michel Bussi (2013)** », rubrique « Culture », « Littérature... ailleurs »

Les « Zoreilles » qui n'ont pas connu cette chance de découvrir l'île de La Réunion avec des guides aussi passionnés qu'experts, ou au contraire ceux qui veulent se rappeler quelques bons souvenirs, liront *Ne lâche pas ma main*, avec une réelle envie de (re)découvrir l'île...



[Lire la suite](#)

« Quand on apprécie sa commune parce qu'il y fait bon vivre, qu'elle est entretenue, que les services municipaux fonctionnent, que la vie associative est encouragée, il est utile de se rappeler de temps en temps que cela ne coule pas de source. Des femmes, des hommes, y consacrent de leur temps personnel, de leur énergie, passionnés par la chose publique. Que serait la France sans l'investissement de ses élus locaux ? Ils sont, avec les agents des collectivités locales, des acteurs essentiels du "vivre ensemble". (...) Il est essentiel de rappeler l'importance de leur engagement. »

François-Xavier Lefranc, « S'engager pour sa commune » (éditorial), *Ouest-France* des 20 et 21 juillet 2019.

services de santé » et où l'accessibilité aux crèches, par exemple, est plus limitée.

Les caractéristiques scolaires sont prises en considération dans cette étude et elles constituent un autre paramètre significatif. Les enfants du groupe 4 « quittent davantage l'école avant 18 ans » et « la part des 16-17 ans ayant quitté l'école est la plus élevée (7 %) ». Ces enfants sont également les plus concernés par un parent au chômage, une famille monoparentale ou une famille nombreuse.

Par ailleurs, c'est dans le groupe 8 que les enfants sont le moins représentés ; ils arrêtent moins souvent l'école avant 18 ans et sont dans des classes moins chargées à l'école primaire. Ces territoires de montagne comptent un nombre parmi les plus élevés de licences sportives délivrées pour cent enfants. S'agissant des questions d'habitat, c'est au sein du groupe 7 que « les conditions de logement sont les moins bonnes : la part d'enfants vivant dans un logement sur-occupé est de 13 % en moyenne sur ces territoires, contre 5 % en France métropolitaine. C'est la plus élevée ».

En ce qui concerne le groupe 6, « la part des enfants au sein de la population est plus faible (...) qu'ailleurs, et en baisse depuis 2009 ». En outre, « les familles vivent plus souvent sous le seuil de bas revenus et leurs niveaux de vie y sont plus faibles qu'ailleurs ». À l'instar de ce profil, les enfants vivant dans le groupe 4 sont plus exposés au risque de pauvreté : « En moyenne, la part de familles sous le seuil de bas revenus est la plus élevée (38 %) des territoires de France métropolitaine ».

Tous ces marqueurs mettent en évidence les contrastes socio-économiques entre les familles, selon les territoires où ils habitent, et leur influence sur les conditions de vie des enfants. Toutefois, cette étude n'aborde pas les aspects psycho-émotionnels et affectifs inhérents à une approche globale concernant la qualité de vie des enfants.